

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1119

21 DECEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés
aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 16 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 31 mars 1988 et 25 novembre 1988;

Vu l'avis de la Commission prévue à l'arrêté ministériel du 13 février 1981, pris en exécution de l'arrêté royal du 4 février 1981 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1989.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles et par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu pour des raisons budgétaires de soumettre sans retard, en ce qui concerne les subventions, les organismes collaborant à la protection de la jeunesse à un régime similaire à celui des personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française.

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Dans les limites du budget de la Communauté française, le membre de l'Exécutif de cette Communauté qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, des subventions aux organismes, tant publics que privés qui contribuent de manière non contraignante à l'aide aux jeunes dans leur milieu de vie.

CHAPITRE II. — Conditions générales de subventionnement

Art. 2. Peuvent bénéficier de subventions les organismes qui remplissent les conditions suivantes :

- a) être constitués, s'ils sont privés, en association sans but lucratif;
- b) être un centre public d'aide sociale dans le cas d'organismes publics;
- c) avoir leur siège en Communauté française;
- d) avoir pour activité exclusive ou principale, s'ils sont privés, l'aide aux jeunes dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement;
- e) être dirigés, s'ils sont privés, par un conseil d'administration dont les membres ne font pas partie du personnel employé;
- f) disposer d'un personnel spécialisé ayant acquis une formation adéquate au but poursuivi;
- g) § 1er. S'assurer que les membres du personnel ainsi que les personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux ou dépendances affectées aux activités des services sont de bonne vie et mœurs et leur état de santé exempt de tout danger pour les jeunes avec lesquels ils sont en contact, cet état devant être attesté par un médecin avant tout engagement.

Sans préjudice des dispositions de la législation sociale relatives à la médecine du travail qui leur sont applicables, les membres du personnel et résidents sont tenus de se soumettre annuellement à un examen médical;

§ 2. Les membres du personnel doivent posséder les qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à leurs prestations et être aptes à adopter des attitudes pédagogiques adéquates et à participer à l'éducation des jeunes;

h) se soumettre à l'inspection comptable et pédagogique des fonctionnaires délégués à cet effet par l'Exécutif de la Communauté française;

i) faire couvrir par des polices d'assurance :

1. leur responsabilité civile. Cette police doit couvrir les dommages causés par le fait personnel des organismes ainsi que ceux causés par les personnes et biens dont ils doivent répondre;
2. la responsabilité civile personnelle des jeunes dont ils s'occupent :
 - a) du chef des dommages causés par leur défaut de prévoyance ou de précaution, notamment en leur qualité de piéton ou de cycliste;
 - b) du chef de la réparation à laquelle ils seraient condamnés en vertu de l'article 1386bis du Code civil;

3. le dommage corporel causé aux jeunes dont ils s'occupent soit par le fait d'autres mineurs dont ils s'occupent également soit par l'effet d'un événement ne donnant pas lieu à responsabilité dans le chef des organismes;

j) tenir une comptabilité régulière suivant le plan comptable minimum normalisé sauf si un pouvoir public est le pouvoir organisateur et qu'à ce titre, il impose un autre plan comptable;

k) respecter les convictions politiques, philosophiques et religieuses des bénéficiaires et l'obligation au secret professionnel;

l) tenir des registres d'activités. Chaque membre du personnel, à l'exception du personnel ouvrier et administratif, tiendra un registre d'activités tel qu'il est défini par le Ministre.

Les membres d'une seule et même équipe éducative tiendront un seul registre pour l'ensemble de l'équipe;

m) introduire leur demande de subventions conformément à la procédure définie dans le présent arrêté.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi des subventions

Art. 3. § 1er. L'octroi de subventions est subordonné au respect de la procédure suivante :

a) l'organisme intéressé adresse une demande de subventions à la commission d'avis visée à l'article 5. Dans sa demande, l'organisme définit avec précision les objectifs pédagogiques qu'il poursuit et les moyens par lesquels il entend les atteindre;

b) la commission susvisée examine la demande de subventions et rend un avis au Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions, sur l'opportunité du budget, sur le projet pédagogiques, sur les moyens à mettre en œuvre ainsi que sur le nombre d'emplois à prendre en considération;

c) le Ministre prend sa décision dans les deux mois qui suivent réception de l'avis de la commission.

§ 2. L'octroi de subventions fait l'objet pour chaque année d'une convention entre le Ministre et l'organisme intéressé. Cette convention est reconductible tacitement, sauf avis contraire de l'une des parties notifié au plus tard le premier octobre de l'année en cours.

La convention ne sera pas reconduite s'il est constaté que l'organisme ne réalise pas le travail exposé dans le projet pédagogique.

Dans ce cas, l'avis de la commission visée à l'article 5 sera sollicité.

L'organisme intéressé peut demander à être entendu par la commission avant que celle-ci ne rende son avis.

En vue de permettre à l'organisme intéressé de respecter ses obligations légales en matière de licenciement du personnel, le Ministre peut décider de maintenir les bénéfices de la convention pendant une période de six mois au maximum prenant cours à la date où la décision de non reconduction de la convention est notifiée à l'organisme.

§ 3. Aux termes de cette convention, l'organisme intéressé :

a) définit avec précision les objectifs pédagogiques qu'il poursuit et les moyens par lesquels il entend les atteindre notamment en ce qui concerne l'aide individuelle apportée aux jeunes et les actions de type communautaire;

b) 1° s'engage à produire une fois par an avant la fin du premier semestre un rapport d'activités couvrant la période allant du 1er juin de l'année précédente au 31 mai de l'année en cours;

2° ce rapport justifie de la reconduction de la convention;

3° toute modification importante au projet pédagogique doit être approuvée par le Ministre sur avis favorable de la commission.

Si cette modification est appliquée à défaut d'approbation, l'octroi de subventions est suspendu.

Art. 4. Annuellement, avant la fin du premier trimestre, l'organisme adresse au Ministre un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours. Il y est joint soit une copie du rapport de réviseur d'entreprise qui a certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert comptable externe qui a les vérifiés,

En ce qui concerne les pouvoirs publics qui sont organisateurs de services, la précédente exigence est remplacée par une attestation de comptes délivrée par l'autorité compétente.

CHAPITRE IV. — La commission d'avis

Art. 5. Il est créé une commission d'avis chargée d'examiner les demandes de subventions et de rendre un avis au Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 6. La commission d'avis se compose de :

a) un représentant de chaque membre de l'Exécutif de la Communauté française;

b) deux représentants des comités de protection de la jeunesse;

c) deux fonctionnaires de l'administration de la Communauté française qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions et un fonctionnaire de l'administration qui a la politique de la jeunesse dans ses attributions;

d) deux représentants des pouvoirs organisateurs privés subventionnés;

e) un représentant des pouvoirs organisateurs publics subventionnés;

f) trois représentants des organisations représentatives des travailleurs;

g) deux représentants du Conseil de la jeunesse d'expression française.

Elle est présidée par le représentant du membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Le secrétariat est assuré par l'administration qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 7. § 1er. Chaque Ministre membre de l'Exécutif de la Communauté française désigne son représentant conformément à l'article 6, a, du présent arrêté.

§ 2. L'Exécutif nomme les membres de la commission visés à l'article 6, b, c, d, e, f et g, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Les membres visés à l'article 6, b, sont nommés parmi les membres des comités de protection de la jeunesse.

Les membres visés à l'article 6, c et g, sont nommés respectivement sur présentation du Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions et du Ministre qui a la politique de la jeunesse dans ses attributions.

Les membres visés à l'article 6, *d*, *e* et *f*, sont nommés sur base d'une liste double de candidats présentés par les Unions et Fédérations représentatives.

Les membres visés à l'article 6, *g*, sont nommés sur base d'une liste double de candidats présentés par le Conseil.

Si un membre doit être remplacé en cours de mandat, il est procédé à ce remplacement suivant le même mode de désignation.

L'Exécutif règle le fonctionnement de la commission et les délais dans lesquels les avis doivent être rendus.

§ 3. Les membres cités à l'article 6, *d* à *g*, bénéficient d'une allocation de cinq cents francs par séance et des frais de route et de séjour suivant les règles en vigueur.

Art. 8. Les représentants des organismes dont les dossiers sont examinés par la commission sont entendus à la demande de la commission.

CHAPITRE V. — Le paiement des subventions

Section 1re. — Généralités

Art. 9. Les subventions admises sont liquidées par douzième mensuellement à terme échu.

Toute dépense effectuée doit pouvoir être justifiée et les preuves de paiement doivent être tenues à la disposition de l'administration.

Section 2. — Frais couverts par les subsides

Art. 10. Les subventions comprennent :

- a) la subvention pour frais de personnel;
- b) la subvention pour frais de fonctionnement;
- c) la subvention forfaitaire éventuelle pour frais particuliers rendus nécessaires par la spécificité du projet pédagogique.

Frais de personnel.

Art. 11. § 1er. A l'occasion de la demande de subvention, le nombre d'emplois à prendre en considération pour le calcul de celle-ci est déterminé par le Ministre, dans le respect des normes reprises dans le présent arrêté.

§ 2. En application des barèmes repris en annexe du présent arrêté, l'administration calcule la subvention forfaitaire annuelle pour les frais de personnel, par service, en tenant compte des données particulières qui lui auront été communiquées quant aux qualifications et à l'ancienneté de ce personnel et eu égard aux moyens budgétaires disponibles.

Chaque année, la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être adaptée sur la base d'un coefficient fixé par le Ministre.

§ 3. Les règles applicables pour l'utilisation et la justification du forfait pour frais de personnel sont celles reprises dans l'annexe au présent arrêté.

§ 4. La subvention forfaitaire pour frais de personnel n'est allouée à titre définitif que si elle est justifiée par la production des pièces justificatives requises par l'administration. La partie de la subvention qui ne serait pas justifiée constitue un indu remboursable. La récupération peut se faire par déduction d'office des paiements de subventions.

Frais de fonctionnement

Art. 12. La subvention couvre les frais résultant de l'accueil et de l'accompagnement des jeunes ainsi que les frais résultant des actions du type communautaire.

La subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est fixée aux montants annuels suivants, en fonction du nombre d'emplois à horaire complet admis par la convention visée au chapitre III :

- 123 164 francs pour 1 emploi;
- 165 797 francs pour 2 emplois;
- 208 430 francs pour 3 emplois;
- 223 590 francs pour 4 emplois;
- 284 220 francs pour 5 emplois.

Un montant de 42 633 francs est alloué pour chaque emploi supplémentaire au-delà de cinq, admis par la convention précitée.

La subvention forfaitaire couvre notamment les frais d'assurances, les produits d'entretien, l'entretien des locaux, l'eau, le gaz, l'électricité et les combustibles, les frais de bureau et les frais de déplacement de service, la charge comptabilisée pour l'amortissement des immeubles dont le service est propriétaire ou la location des immeubles qu'il occupe ainsi que l'amortissement du mobilier et du matériel.

Frais particuliers

Art. 13. Lorsque le projet pédagogique le justifie, le Ministre peut octroyer une subvention de 100 000 francs maximum destinée à couvrir des frais particuliers non visés à l'article 12 que l'application d'un projet pédagogique spécifique engagerait dans l'intérêt des jeunes.

La partie non utilisée ou non justifiée de la subvention est remboursable.

Après avis de la commission, le Ministre peut augmenter ce montant pour l'adapter aux besoins du service.

Art. 14. Pour les montants visés aux articles 12 et 13, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents. Ces montants sont rattachés à l'indice-pivot 114,2.

Personnel pris en compte pour le calcul de la subvention pour frais de personnel

Art. 15. § 1er. Le personnel pris en compte pour le calcul de la subvention pour frais de personnel est fixé dans la convention citée au chapitre III et comprend selon les nécessités du projet pédagogique :

- a) un coordonnateur;
- b) un ou plusieurs travailleurs sociaux (éducateur Cl. II A, Cl. I ou assistant social);
- c) un licencié dans la spécialité correspondant aux exigences définies dans le projet pédagogique;
- d) un travailleur administratif.

§ 2. Selon les nécessités du projet pédagogique et suivant l'avis de la commission d'autres catégories de travailleurs peuvent être prises exceptionnellement en considération. Dans ce cas, les échelles de traitement et les conditions de qualification seront reprises dans la convention visée au chapitre III.

CHAPITRE VI. — Sanctions

Art. 16. Le non respect de dispositions prévues dans le présent arrêté ou dans la convention entraîne la suspension ou la récupération des subventions avancées.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 17. 1° Les conventions en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont automatiquement reconduites jusqu'à ce que de nouvelles conventions soient établies.

En attendant la conclusion de ces nouvelles conventions, les services sont soumis aux dispositions du présent arrêté relatives aux subventions dès l'entrée en vigueur de celui-ci, à charge pour les services de se conformer aux autres dispositions de l'arrêté dans un délai de trois mois.

2° A titre transitoire pour chaque service, le montant de la subvention forfaitaire annuelle pour frais de personnel alloué sur la base de la nouvelle convention ne pourra être inférieur au montant de la subvention forfaitaire annuelle alloué sur la base de la convention précédente; douze mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle convention précitée, il sera fait application de l'article 11, § 2, du présent arrêté suivant la situation du personnel en place en octobre 1989.

Art. 18. L'arrêté royal du 4 février 1981 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse et l'arrêté ministériel du 13 février 1981 en réglant les modalités d'exécution sont abrogés.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Art. 20. Le Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

Annexe

I. Conditions de qualification et échelles barémiques de rémunération du personnel justifiant l'octroi de la subvention forfaitaire

A. Personnel éducateur :

1. Educateur classe 1 (20 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, social ou paramédical, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

— est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1986 à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème : 190 800 — 311 640

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

9/2 × 8 904

2. Educateur classe 2 (20 ans) :

— les éducateurs de la classe 2 qui réunissent les conditions requises pour accéder à la classe 2a et étaient en service le 7 septembre 1976 peuvent continuer à bénéficier de la rémunération prévue antérieurement pour la classe 2 lorsque le montant de celle-ci s'avère plus avantageux que celui attaché à l'échelle barémique de la classe 2a.

Barème : 172 992 — 223 872

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

7/2 × 5 088

3. Educateur classe 2a (20 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur, de plein exercice ou de promotion sociale;

— un brevet d'infirmier ou d'assistant en nursing;

— un brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.

Barème : 172 992 — 247 404

3/1 × 3 180

4/2 × 3 816

8/2 × 5 088

1/2 × 8 904

4. Educateur classe 2b (20 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études au moins du niveau de l'enseignement secondaire supérieur général ou technique;

— est assimilé à cette qualification, l'éducateur de la classe 3 qui était en fonction au 1er septembre 1966 à condition de compter cinq années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

Barème : 165 360 — 241 680

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

12/2 × 5 088

5. Educateur classe (18 ans) :

— un brevet délivré par un établissement d'enseignement professionnel secondaire supérieur ou de l'enseignement secondaire inférieur général, technique ou artistique;

— est assimilé à cette qualification, le personnel qui comptait trois années de service comme éducateur au 21 décembre 1974 de même que le personnel-éducateur en service au 15 septembre 1975 et possédant à cette date un certificat ou un brevet de l'enseignement professionnel inférieur;

— peut également être assimilé à cette qualification le personnel relevant d'autres catégories de travailleurs sous réserve du respect des conditions prévues à l'article 15, § 2.

Barème : 152 360 — 216 876

3/1 × 2 000

5/2 × 3 850

8/2 × 5 077

après 9 ans : 156 856 — 223 872

3/1 × 2 000

5/2 × 4 080

8/2 × 5 077

B. Personnel psycho-médico-social :

1. Assistant social (23 ans) : diplôme légalement requis :

Barème : 201 400 — 306 340

3/1 × 4 452

12/2 × 7 632

après 9 ans : 230 656 — 335 596

3/1 × 4 452

12/2 × 7 632

après 18 ans : 256 944 — 361 884

3/1 × 4 452

12/2 × 7 632

2. Psychologue (24 ans) : diplôme de licencié en sélection et en orientation professionnelle ou en psychologie appliquée ou en sciences psychologiques.

Licencié en droit ou en criminologie (24 ans) : diplôme légalement requis.

Barème : 273 480 — 436 932

3/1 × 8 904

10/2 × 13 674

C. Personnel administratif :

1. Commis (18 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire inférieur ou assimilé;

— est assimilé à cette qualification à partir du 1er janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1er juillet 1973.

Barème : 148 000 — 210 516

3/1 × 2 000

5/2 × 3 180

8/2 × 5 077

2. Commis-sténodactylographe (18 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire inférieur et certificat attestant de la connaissance de la sténodactylographie :

Barème : 151 180 — 213 696

3/1 × 2 000

5/2 × 3 180

8/2 × 5 077

3. Rédacteur (20 ans) :

— diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé :

Barème : 163 088 — 279 840

3/1 × 3 816

2/2 × 3 680

11/2 × 8 904

D. Personnel de direction :

1. Directeur, coordonnateur (24 ans) :

— un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique ou social au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale et trois ans de fonction éducatives;

— est assimilé à directeur et coordonnateur, le personnel qui, à la date d'entrée en application du présent arrêté, exerçait effectivement ces fonctions en respect avec les dispositions réglementaires précédentes.

Barème : 273 480 — 436 932

3/1 × 8 904

10/2 × 13 674

La rémunération annuelle minimum garantie de 157 200 francs est accordée à tout membre du personnel âgé de 21 ans au moins exerçant une fonction à temps plein.

Les échelles barémiques sont indexables suivant les dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents; tous les montants sont liés à l'indice-pivot 114,20.

II. Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel :

1° L'utilisation de la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être justifiée par le paiement de rémunérations calculées suivant les échelles de barèmes reprises dans la présente annexe ainsi que les charges patronales légales et des avantages complémentaires accordés en vertu des C.C.T. sectorielles.

En 1989, pour les membres du personnel dont la rémunération mensuelle brute indexée de chiffre au maximum à 68 639 francs au 1er novembre 1987, la subvention forfaitaire pour frais de personnel peut être justifiée par le paiement d'une prime mensuelle brute indexée de 1 020 francs à partir du 1er janvier 1989 et de 1 040 francs à partir du 1er juillet 1989.

2° pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire sont seuls admissibles les services prestés effectivement, ainsi que ceux assimilables à des services effectifs en vertu de la législation sociale.

3° Seuls les services prestés à partir de l'âge fixé pour chaque fonction dans la présente annexe sont pris en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire.

Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que celles de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de septante-cinq centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire.

4° Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations, l'horaire hebdomadaire presté;

b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

5° Certaines dépenses en frais de personnel ne sont pas prises en considération :

a) les rémunérations payées à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée dans la présente annexe;

b) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services visés par le présent arrêté; à titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existant avant le 1er août 1975 sont tolérés jusqu'à leur fin normale.

6° En cas de cessation d'activité, les charges de préavis sont subsidiées uniquement lorsqu'elles correspondent à des prestations effectives.

7° Lorsque le service alloue des avantages complémentaires à ceux prévus par des C.C.T. sectorielles, il doit justifier de recettes propres d'un montant équivalent.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 21 décembre 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1119

21 DECEMBER 1989. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 31 maart 1988 en 25 november 1988;

Gelet op het advies van de Commissie ingesteld bij ministerieel besluit van 13 februari 1981 genomen in uitvoering van het koninklijk besluit van 4 februari 1981 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 18 december 1989 genomen beslissing;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en bij de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat omwille van budgettaire redenen de instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken voor wat betreft de toelagen onverwijld moeten onderworpen worden aan een regime gelijk aan dat van de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begroting van de Franse Gemeenschap, kan het lid van de Executieve van deze Gemeenschap, die de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft, hierna Minister genoemd, toelagen verlenen onder de voorwaarden door dit besluit vastgelegd, aan instellingen zowel openbaar als privé die op niet dwingende wijze aan de jeugdbescherming medewerken en die aan deze een steun in haar leefmilieu verlenen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene betoelagingsvoorwaarden*

Art. 2. Voor toelagen komen in aanmerking de instellingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) opgericht zijn, als ze privé zijn als vereniging zonder winstoogmerk;
- b) in geval van publieke instellingen een openbaar centrum van maatschappelijk welzijn zijn;
- c) hun zetel in de Franse Gemeenschap hebben;
- d) als ze privé zijn, als uitsluitende of hoofdzakelijke werkzaamheid, de opvoeding hebben van jongeren in hun leefmilieu en in hun betrekkingen met de omgeving;
- e) als ze privé zijn, onder leiding staan van een raad van bestuur waarvan de leden niet tot het tewerkgestelde personeel behoren;
- f) beschikken over gespecialiseerd personeel met een opleiding die aan het gestelde doel beantwoordt;
- g) zich ervan vergewissen, dat de personeelsleden en de personen die regelmatig werkzaam zijn of verblijven in de lokalen of bijgebouwen bestemd voor de werkzaamheden van de diensten een goed zedelijk gedrag hebben en dat hun gezondheidstoestand geen enkel gevaar oplevert voor de jongeren met wie zij in contact zijn, toestand die vóór elke werving door een geneeskundig attest moet worden bevestigd.

Onverminderd de bepalingen van de sociale wetgeving betreffende de bedrijfsgeneeskunde die op hen toepasselijk zijn, dienen de personeelsleden en verblijvenden zich jaarlijks aan een geneeskundig onderzoek te onderwerpen;

§ 2. De personeelsleden moeten de voor hun verstrekkingen nodige omgangsvaardigheid en gemoedsevenwicht bezitten en geschikt zijn, om gepaste pedagogische gedragingen aan te nemen en om aan de opvoeding van de jongeren deel te nemen;

h) zich onderwerpen aan de boekhoudkundige en pedagogische inspectie van de daartoe door de Executieve van de Franse Gemeenschap gedelegeerde ambtenaren;

i) door verzekeringspolissen laten dekken :

1. hun burgerrechtelijke aansprakelijkheid. Deze polis moet de schade dekken die wordt veroorzaakt door het eigen toedoen van de instellingen alsmede deze die veroorzaakt wordt door de personen en goederen waarvoor zij moeten instaan;

2. de persoonlijke burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de jongeren waarmee zij zich bezighouden :

1° uit hoofde van de schade veroorzaakt door hun gebrek aan voorzorg of voorzichtigheid, inzonderheid als voetganger of fietser;

1° uit hoofde van de vergoeding waartoe zij zouden worden veroordeeld krachtens artikel 1386 bis van het burgerlijk wetboek;

3. de aan de jongeren waarmee zij zich bezighouden veroorzaakte lichamelijke schade, hetzij door toedoen van andere minderjarigen waarmee zij zich eveneens bezighouden, hetzij door een gebeurtenis die geen aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van hunnentwege;

j) een regelmatige boekhouding voeren volgens het als minimum geldend genormaliseerd boekhoudkundig plan, tenzij een overheidsbestuur de inrichtende macht is, en om die reden een ander boekhoudkundig plan oplegt;

k) de politieke, filosofische en godsdienstige overtuigingen van de begunstigden en de verplichting tot het beroepsgeheim eerbiedigen;

l) werkzaamhedenregisters houden. Elk personeelslid met uitzondering van het arbeiders- en administratief personeel dient een werkzaamhedenregister te houden zoals dit door de Minister bepaald.

De leden van eenzelfde opvoedingsploeg houden een enkel register voor de gehele ploeg;

m) hun toelagenaanvraag overeenkomstig de in dit besluit bepaalde procedure indienen.

HOOFDSTUK III. — *Toekenningsprocedure van de toelagen*

Art. 3. § 1. De toekenning van toelagen wordt afhankelijk gemaakt van de eerbiediging van de volgende procedure :

a) de belanghebbende instelling richt een toelagenaanvraag aan de bij artikel 5 bedoelde adviescommissie. In haar aanvraag bepaalt de instelling nauwkeurig haar pedagogische doelstellingen en de middelen waarmee zij die wil bereiken;

b) voornoemde commissie onderzoekt de toelagenaanvraag en brengt advies uit bij de Minister die de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft, over de geschiktheid van het budget, het pedagogisch project, de te gebruiken middelen en het aantal in aanmerking te nemen betrekkingen;

c) de minister beslist binnen de twee maanden na ontvangst van het advies van de commissie.

§ 2. De toekenning van toelagen is jaarlijks het voorwerp van een overeenkomst tussen de Minister en de belanghebbende instelling. Deze overeenkomst is stilzwijgend verlengbaar, behoudens tegenbericht van een van de partijen, ten laatste op één oktober van het lopende jaar betekend.

De overeenkomst wordt niet verlengd indien wordt vastgesteld dat de instelling het in het pedagogisch project uiteengezet werk niet verwezenlijkt.

In dergelijk geval wordt de in artikel 5 bedoelde commissie geraadpleegd.

De belanghebbende instelling mag verzoeken, om door de commissie gehoord te worden alvorens deze haar advies uitbrengt.

Ten einde de belanghebbende instelling in staat te stellen haar wettelijke verplichtingen na te komen inzake ontslag van personeel, kan de Minister beslissen om de voordelen van de overeenkomst te handhaven gedurende maximum zes maanden vanaf de datum waarop de beslissing van niet-verlenging van de overeenkomst aan de instelling wordt betekend.

§ 3. Luidens deze overeenkomst:

a) bepaalt de belanghebbende instelling nauwkeurig haar pedagogische doelstellingen en de middelen waarmee zij die wil bereiken, namelijk voor wat betreft de individuele hulp die aan jongeren verleend wordt en de gemeenschappelijke dienstverleningsacties;

b) 1° verbindt zich de belanghebbende instelling ertoe eenmaal per jaar vóór het einde van het eerste semester een werkzaamhedenverslag voor te leggen voor de periode van 1 juni van het afgelopen jaar tot 31 mei van het lopende jaar;

2° dit verslag staakt de verlenging van de overeenkomst;

3° elke belangrijke wijziging van het pedagogisch project moet door de Minister goedgekeurd worden op gunstig advies van de commissie.

Indien de wijziging zonder goedkeuring wordt toegepast, wordt de toekenning van de toelagen geschorst.

Art. 4. Jaarlijks vóór het einde van het eerste trimester richt de instelling aan de Minister een exemplaar van de jaarrekening van het afgelopen jaar alsmede een begrotingsontwerp voor het lopende dienstjaar. Daarbij wordt hetzij een afschrift van het verslag van de bedrijfsrevisor die de jaarrekening voor echt heeft verklaard, hetzij een attest van een externe accountant die ze heeft nagekeken, gevoegd.

Wat de overheidsdiensten betreft die diensten organiseren, wordt het vorige vereiste vervangen door een attest van de rekening, uitgereikt door de bevoegde overheid.

HOOFDSTUK IV. — De adviescommissie

Art. 5. Een adviescommissie is opgericht welke is belast met het onderzoek van de toelagenaanvragen en met het advies geven aan de Minister die de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 6. De adviescommissie is samengesteld uit:

a) een vertegenwoordiger van elk lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

b) twee vertegenwoordigers van de jeugdbeschermingscomités;

c) twee ambtenaren van het bestuur van de Franse Gemeenschap dat de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft en een ambtenaar van het bestuur dat het jeugdbeleid onder zijn bevoegdheid heeft;

d) twee vertegenwoordigers van de privé betoelaagde inrichtende machten;

e) één vertegenwoordiger van de openbare betoelaagde inrichtende machten;

f) drie vertegenwoordigers van de arbeidsverenigingen;

g) twee vertegenwoordigers van de Franstalige Jeugdraad.

Zij wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van het lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve dat de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft.

Het secretariaat wordt verzekerd door het bestuur dat de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 7. § 1. Elke Minister lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve benoemt zijn vertegenwoordiger overeenkomstig artikel 6, a, van dit besluit.

§ 2. De Executieve benoemt de leden van de bij artikel 6, b, c, d, e, f en g, bedoelde commissie voor een verlengbare periode van vijf jaar.

De bij artikel 6, b bedoelde leden worden benoemd onder de leden van de jeugdbeschermingscomités.

De bij artikel 6, c en g bedoelde leden worden respectievelijk benoemd op voordracht van de Minister die de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft en van de Minister die het jeugdbeleid onder zijn bevoegdheid heeft.

De bij artikel 6, d, e en f bedoelde leden worden benoemd op basis van een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door de representatieve verbonden en federaties.

De bij artikel 6, g bedoelde leden worden benoemd op basis van een dubbele lijst van kandidaten voorgesteld door de Raad.

Indien een lid tijdens het mandaat moet vervangen worden, wordt tot zijn vervanging overgegaan volgens dezelfde benoemingswijze.

De Executieve regelt de werking van de commissie en de termijnen van adviesgeving.

§ 3. De bij artikel 6, d tot g bedoelde leden genieten een toelage van vijfhonderd frank per zitting en reis- en verblijfskosten volgens de van kracht zijnde regels.

Art. 8. De vertegenwoordigers van de instellingen waarvan de dossiers door de commissie worden onderzocht, worden op haar aanvraag gehoord.

HOOFDSTUK V. — Algemeenheden

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 9. De toegelaten toelagen worden maandelijks per twaalfde en na vervallen termijn uitbetaald.

Alle gedane uitgaven moeten gegrond zijn en de betalingsbewijzen moeten ter beschikking van het bestuur gehouden worden.

Afdeling 2. — Kosten die door de toelagen zijn gedekt

Art. 10. De toelagen bestaan uit:

a) de toelage voor personeelskosten;

b) de toelage voor werkingskosten;

c) de eventuele forfaitaire toelage voor bijzondere kosten die nodig zijn ingevolge de specificiteit van het pedagogisch project.

Personeelskosten

Art. 11. § 1. Bij de toelagenaanvraag wordt het voor haar berekening in aanmerking te nemen aantal betrekkingen door de Minister bepaald mits eerbiediging van de in dit besluit bepaalde normen.

§ 2. Bij toepassing van de in de bijlage van dit besluit opgenomen barema's, berekent het bestuur de jaarlijkse forfaitaire toelage voor de personeelskosten per dienst, rekening houdend met de bijzondere gegevens de hem zijn medegedeeld qua hoedanigheid en anciënniteit van dit personeel en met de beschikbare budgettaire middelen.

De forfaitaire toelage voor personeelskosten kan jaarlijks aangepast worden op grond van een door de Minister vastgestelde coëfficiënt.

§ 3. De regels van toepassing op het gebruik en de rechtvaardiging van het forfait voor personeelskosten zijn deze opgenomen in de bijlage van dit besluit.

§ 4. De forfaitaire toelage voor personeelskosten wordt pas dan definitief uitgekeerd als zij gestaafd wordt door de overlegging van de door de administratie vereiste bewijsstukken. Het deel van de toelage dat niet gestaafd zou worden maakt een terugbetaalbaar niet verschuldigd bedrag uit. De recuperatie kan gebeuren door ambtshalve aftrek van de betalingen van de toelagen.

Werkingskosten

Art. 12. De toelage dekt de kosten die voortvloeien uit de opvang en de begeleiding van de jongeren alsmede de kosten die voortvloeien uit gemeenschappelijke dienstverleningsacties.

De forfaitaire toelage voor werkingskosten wordt op volgende jaarlijkse bedragen vastgesteld, in functie van het aantal voltijdse betrekkingen aangenomen in de in hoofdstuk III bedoelde overeenkomst:

- 123 164 frank voor 1 betrekking;
- 165 797 frank voor 2 betrekkingen;
- 208 430 frank voor 3 betrekkingen;
- 223 590 frank voor 4 betrekkingen;
- 284 220 frank voor 5 betrekkingen.

Een bedrag van 42 633 frank wordt verleend per bijkomende betrekking boven de vijf door voornoemde overeenkomst aangenomen.

De forfaitaire toelage dekt onder meer de verzekeringskosten, de onderhoudsprodukten, het onderhoud van de lokalen, water, gas, elektriciteit en brandstoffen, bureau- en verplaatsingskosten voor de dienst, de geboekte last voor de afschrijving van de gebouwen waarvan de dienst eigenaar is of voor de huur van de gebouwen die hij betreft alsmede voor de afschrijving van het meubilair en het materiaal.

Bijzondere kosten

Art. 13. Indien het pedagogisch project het rechtvaardigt, kan de Minister een toelage van maximum 100 000 frank toekennen, die bestemd is om bijzondere kosten waarin artikel 12 niet voorziet te dekken welke de toepassing van een specifiek pedagogisch project in het belang van de jongeren zou maken.

Het niet-gebruikte of niet-gestaafde gedeelte van de toelage is terugbetaalbaar.

Op advies van de commissie kan de Minister dit bedrag verhogen, om het aan de behoeften van de dienst aan te passen.

Art. 14. Voor de bij de artikelen 12 en 13 bedoelde bedragen wordt toegepast, de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bedragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd door de latere besluiten. Deze bedragen zijn verbonden aan het spilindexcijfer 114,2.

Personeel dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage voor personeelskosten

Art. 15. § 1. Het personeel dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage voor personeelskosten is vastgesteld in de in hoofdstuk III genoemde overeenkomst en bestaat volgens de behoeften van het pedagogisch project uit:

- a) een coördinator;
- b) één of meerdere maatschappelijke werkers (opvoeder klasse II, A, klasse I of maatschappelijk assistent);
- c) een licentiaat in de specialiteit die overeenstemt met de in het pedagogisch project bepaalde vereisten;
- d) een administratieve werker.

§ 2. Volgens de behoeften van het pedagogisch project en op advies van de commissie kunnen uitzonderingswijze andere categorieën van werkers in aanmerking komen. In dit geval worden de loonschalen en de bekwaamheidsvoorwaarden opgenomen in de in hoofdstuk III bedoelde overeenkomst.

HOOFDSTUK VI. — Strafmaatregelen

Art. 16. Het niet-naleven van de in dit besluit of in de overeenkomst bedoelde bepalingen brengt de schorsing of de recuperatie van de uitbetaalde toelagen met zich mee.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 17. 1° De overeenkomsten die lopend zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit worden automatisch verlengd totdat de nieuwe overeenkomsten opgesteld worden.

In afwachting van deze nieuwe overeenkomsten worden de diensten aan de op de toelagen betrekking hebbende bepalingen van dit besluit onderworpen vanaf zijn inwerkingtreding en moeten ze zich binnen een termijn van drie maanden aanpassen aan de andere bepalingen van het besluit.

2° Bij wijze van overgangsmaatregel voor elke dienst kan het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire toelage voor personeelskosten toegekeerd op grond van de nieuwe overeenkomst niet lager liggen dan het bedrag van de jaarlijkse forfaitaire toelage dat op grond van vorige overeenkomst werd toegekeerd; twaalf maand na de inwerkingtreding van voornoemde nieuwe overeenkomst, zal artikel 11, § 2, van dit besluit worden toegepast volgens de staat van het in oktober 1989 tewerkgesteld personeel.

Art. 18. Het koninklijk besluit van 4 februari 1981 houdende de voorwaarden tegen dewelke toelagen verleend kunnen worden aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken en het ministerieel besluit van 13 februari 1981 tot regeling van de uitvoeringsbewijzen ervan worden opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Art. 20. De Minister-Lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve die de jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 1989.

Door de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage

I. I. Kwalificatievereisten en barema's van de bezoldiging van het personeel die de toekenning van de forfaitaire toelage verantwoorden.

A. Opvoedend personeel :

1. Opvoeder klasse (20 jaar) :

— een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het pedagogisch, sociaal of paramedisch hoger onderwijs, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 2a of 2b die in dienst was op 1 september 1966, op voorwaarde dat hij respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder op 21 december 1974 telde.

Barema : 190 800 × 311 640

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

1/2 × 5 088

2/2 × 10 176

9/2 × 8 904

2. Opvoeder klasse 2 (20 jaar) :

— de opvoeders van de klasse 2 die voldoen aan de voorwaarden vereist om toegang tot de klasse 2a te krijgen en op 7 september 1976 in dienst waren, kunnen de bezoldiging blijven genieten die vroeger voor de klasse 2 bepaald was, wanneer het bedrag hiervan voordeliger blijft dan dat van het barema van de klasse 2a.

Barema : 172 922 — 223 872

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

7/2 × 5 088

3. Opvoeder klasse 2a (20 jaar) :

— een eindexamen of -getuigschrift met pedagogische, sociale of paramedische oriëntatie, ten minste van het niveau van het hoger secundair technisch onderwijs, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

— een brevet van verpleger of nursing-assistent;

— een brevet van kinderverzorgster, voor zover deze zich met kinderen die 0 tot 6 jaar oud zijn, bezighoudt.

Barema : 172 992 — 247 404

3/1 × 3 816

4/2 × 3 816

8/2 × 5 088

1/2 × 8 904

4. Opvoeder klasse 2b (20 jaar) :

— een eindexamen of -getuigschrift van ten minste het niveau van het algemeen of technisch hoger secundair onderwijs;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, de opvoeder van de klasse 3 die op 1 september 1966 in dienst was, op voorwaarde dat hij op 21 december 1974 vijf jaar dienst als opvoeder telde.

Barema : 165 360 — 241 680

3/1 × 3 816

1/2 × 3 816

12/2 × 5 088

5. Opvoeder klasse 3 (18 jaar) :

— een brevet, uitgereikt door een inrichting van het hoger secundair beroepsonderwijs of van het algemeen, technisch of kunstlager secundair onderwijs;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, het personeel dat op 21 december 1974 drie jaar dienst als opvoeder telde, alsmede het opvoedend personeel dat op 15 september 1975 in dienst was en dat op die datum een getuigschrift of een brevet van het lager beroepsonderwijs bezat.

Barema : 125 360 — 216 876

3/1 × 2 000

5/2 × 3 580

8/2 × 5 077

na 9 jaar : 156 856 — 223 872

3/1 × 2 000

5/2 × 4 080

8/2 × 5 077

B. Psychisch-medisch-sociaal personeel :

1. Maatschappelijk assistent (23 jaar) : wettelijk vereist diploma :

Barema : 201 400 — 306 340

3/1 × 4 452

12/2 × 7 632

na 9 jaar : 230 656 — 335 596

3/1 × 4 452

12/2 × 7 632

na 18 jaar : 256 944 — 361 884

3/1 × 4 452

12/2 × 7 632

2. Psycholoog (24 jaar):

— diploma van licentiaat in de beroepsselectie en -oriëntatie of in de toegepaste psychologie of in de psychologische wetenschappen.

Licentiaat in de rechten of in de criminologie (24 jaar): wettelijk vereist diploma.

Barema: 273 480 — 436 932

3/1 × 8 904

10/2 × 13 674

A. Administratief personeel:

1. Klerk (18 jaar):

— diploma van het lager secundair onderwijs of ermee gelijkgesteld;

— met deze kwalificatie wordt gelijkgesteld, vanaf 1 januari 1974, het administratief personeel dat vóór 1 juli 1973 in dienst was.

Barema: 148 000 — 210 516

3/1 × 2 000

5/2 × 3 180

8/2 × 5 077

2. Klerk-stenotypiste (18 jaar):

— diploma van het lager secundair onderwijs en getuigschrift dat de kennis van stenotypie bewijst.

Barema: 151 180 — 213 696

3/1 × 2 000

5/2 × 3 180

8/2 × 5 077

3. Opsteller (20 jaar):

— diploma van het hoger secundair onderwijs en ermee gelijkgesteld.

Barema: 163 088 — 279 840

3/1 × 3 816

2/2 × 3 680

1/2 × 8 904

D. Directiepersoneel:

1. Directeur, coördinator (24 jaar):

— een eindexamen of getuigschrift van het niveau van het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie en drie jaar opvoedende functies;

— met directeur en coördinator wordt gelijkgesteld, het personeel dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, werkelijk die ambten uitoefende met inachtneming van de vroegere reglementaire bepalingen.

Barema: 273 480 — 436 932

3/1 × 8 904

10/2 × 13 674

De gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging van 157 200 frank wordt toegekend aan elk personeelslid dat ten minste 21 jaar oud is en dat een voltijds ambt uitoefent.

De barema's zijn indexeerbaar volgens de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de latere besluiten; alle bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 114,20.

II. Aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten:

1° De aanwending van de forfaitaire toelage voor personeelskosten kan verantwoord worden door de uitbetaling van bezoldigingen berekend volgens de barema's vermeld in deze bijlage alsmede de wettelijke werkgeverslasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële C.A.O.'s.

In 1989 voor de personeelsleden wier geïndexeerd bruto maandelijks loon op 1 november 1987 maximum 68 639 frank bedraagt, kan de forfaitaire toelage voor personeelskosten verantwoord worden door de uitbetaling van een geïndexeerde bruto maandelijks premie van 1 020 frank vanaf 1 januari 1989 en van 1 040 frank vanaf 1 juli 1989.

2° Voor de berekening van de geldelijke anciënniteit, worden alleen in aanmerking genomen, de diensten die werkelijk gepresteerd worden, alsmede deze die, krachtens de sociale wetgeving, met werkelijke diensten gelijkgesteld kunnen worden.

3° Alleen de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd vastgesteld voor elk ambt in deze bijlage worden in aanmerking genomen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

Voor het directiepersoneel, worden de vroegere prestaties in een ambt, anders dan een directieambt, alleen in aanmerking genomen ten belope van vijftenzeventig honderdsten, om de geldelijke anciënniteit te bepalen.

4° De volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangevoerde prestaties werkelijk zijn:

a) het attest van de werkgever met vermelding van het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties, het gepresteerd wekelijks dienstrooster;

b) het attest betreffende de stortingen verricht bij een pensioenkas of een instelling van sociale zekerheid;

c) elk ander bewijsstuk dat eventueel door de administratie vereist zou worden.

5° Sommige uitgaven voor personeelskosten worden niet in aanmerking genomen:

a) de bezoldigingen uitbetaald aan personeelsleden die niet de in deze bijlage vastgestelde kwalificatie bezitten;

b) het deel van de bezoldigingen en wettelijke werkgeverslasten dat de bedragen overschrijdt die ten laste vallen van de overheid voor een volledig dienstrooster met uitzondering van de prestaties in het onderwijs voor sociale promotie dat georganiseerd wordt ten gunste van de personeelsleden van de diensten bedoeld bij dit besluit; bij wijze van overgangsmaatregel, worden de cumulaties ten laste van de overheid die vóór 1 augustus 1975 bestonden, tot hun normale einde toegelaten.

6° Wanneer aan de activiteit een einde gemaakt wordt, zijn de opzeggingslasten alleen subsidieerbaar wanneer ze betrekking hebben tot werkelijke verstrekkingen.

7° Wanneer de dienst voordelen toekent naast deze waarin sectoriële C.A.O.'s voorzien, moet hij eigen ontvangsten van een gelijkaardig bedrag aantonen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 21 december 1989.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE -- DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D 90 -- 1120

19. FEBRUAR 1990. -- Dekret zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15 April 1977 zur Festlegung der Vorschriften und der Bedingungen für die Berechnung der Anzahl Planstellen in bestimmten Ämtern des Erziehungshilfs- und Verwaltungspersonals des Sekundar- und Hochschulunterrichtswesens, mit Ausnahme der Universitäten, abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 61 vom 20. Juli 1982 und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 2. Dezember 1969 zur Festlegung der Normen für eine Stelle als Korrespondent-Hilfsbuchhalter und Korrespondent-Hilfsbuchhalter im Auswahlverfahren in den Staatsschulen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 211 vom 23. September 1983

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 15. April 1977 zur Festlegung der Vorschriften und der Bedingungen für die Berechnung der Anzahl Planstellen in bestimmten Ämtern des Erziehungshilfs- und Verwaltungspersonals des Sekundar- und Hochschulunterrichtswesens, mit Ausnahme der Universitäten, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 61 vom 20. Juli 1982, wird durch einen 2. Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt :

• In außergewöhnlichen Fällen und um auf spezielle Bedürfnisse einzugehen, kann der Gemeinschaftsminister, der den Unterricht in seinen Kompetenzen hat, jedoch Abweichungen von den erwähnten Berechnungsnormen erteilen.

Diese Abweichungen haben nur für das betreffende Schuljahr Gültigkeit. »

Art. 2. Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 2. Dezember 1969 zur Festlegung der Normen für eine Stelle als Korrespondent-Hilfsbuchhalter und Korrespondent-Hilfsbuchhalter im Auswahlverfahren in den Staatsschulen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 211 vom 23. September 1983, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt :

• In außergewöhnlichen Fällen und um auf spezielle Bedürfnisse einzugehen, kann der Gemeinschaftsminister, der den Unterricht in seinen Kompetenzen hat, jedoch Abweichungen von den in Artikel 1 erwähnten Berechnungsnormen erteilen.

Diese Abweichungen haben nur für das betreffende Schuljahr Gültigkeit. »

Art. 3. Dieses Dekret tritt rückwirkend am 1. September 1989 in Kraft und gilt nur für das Schuljahr 1989/1990.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 19. Februar 1990.

Vorsitzender der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

J. MARAITE

Gemeinschaftsminister für Ausbildung, kulturelle Animation und Medien,

B. FAGNOUL

Gemeinschaftsminister für Jugend, Sport, Erwachsenenbildung und Soziales,

M. GROSCH